



Bulletin

hebdomadaire canadien

Vol. 27, N° 30

26 juillet 1972

INAUGURATION DE LA CENTRALE DE CHURCHILL FALLS

C'est en présence de plus de huit cents invités, dont les premiers ministres du Canada, M. P.-E. Trudeau, de Terre-Neuve, M. Frank Moores, et du Québec, M. Robert Bourassa, que fut inauguré le 16 juin dernier le plus grand projet d'aménagement hydro-électrique du monde occidental, Churchill Falls. Cette gigantesque réalisation qui aura coûté plus de 950 millions de dollars et que M. Trudeau a décrite comme étant "l'ouvrage le plus important entrepris au Canada, la plus grande centrale souterraine au monde et la plus puissante du monde occidental", a été commencée en octobre 1966 et a nécessité cinq années de travail ardu. Depuis les débuts et jusqu'à la réalisation complète du projet, plus de 65,000 personnes (réparties en 240 catégories d'emplois) y auront travaillé, dont 12,000 Terre-neuviens (ceci excluant les travaux d'aménagement extérieur).

La centrale de *Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited* dont les actionnaires principaux sont la *Brinco Ltd. of Montreal* (57 pour cent), l'Hydro-Québec (34 pour cent) et la *New-Foundland and Labrador Power Commission* (9 pour cent) est située à environ 750 milles au nord-ouest de Montréal, "dans une région si éloignée des grands centres et de la mer qu'elle paraissait promise à l'isolement pour toujours" de dire M. Trudeau.

Une fois l'aménagement complètement terminé, la centrale de Churchill Falls, aura une puissance installée de 5.225 millions de kilowattheures, soit l'équivalent de 22 pour cent de toute l'énergie électrique produite au Canada en 1969, et de plus de 11 pour cent des besoins d'énergie électrique du Canada en 1976. L'énergie produite à Churchill Falls pourrait permettre de laisser allumées à longueur d'année plus de 65 millions de lampes de 60 watts. (Placées à deux pieds l'une de l'autre (60 cm) ces lampes seraient assez nombreuses pour faire le tour de la terre à l'équateur.)

La centrale de Churchill Falls alimente le réseau de l'Hydro-Québec depuis 1971. Un contrat à long terme de cinq milliards de dollars environ prévoit la livraison à l'Hydro-Québec de 31.5 milliards de kilowattheures par année. La centrale peut en outre disposer de 2,362 milliards de kilowattheures par année pour vendre ailleurs qu'au Québec.

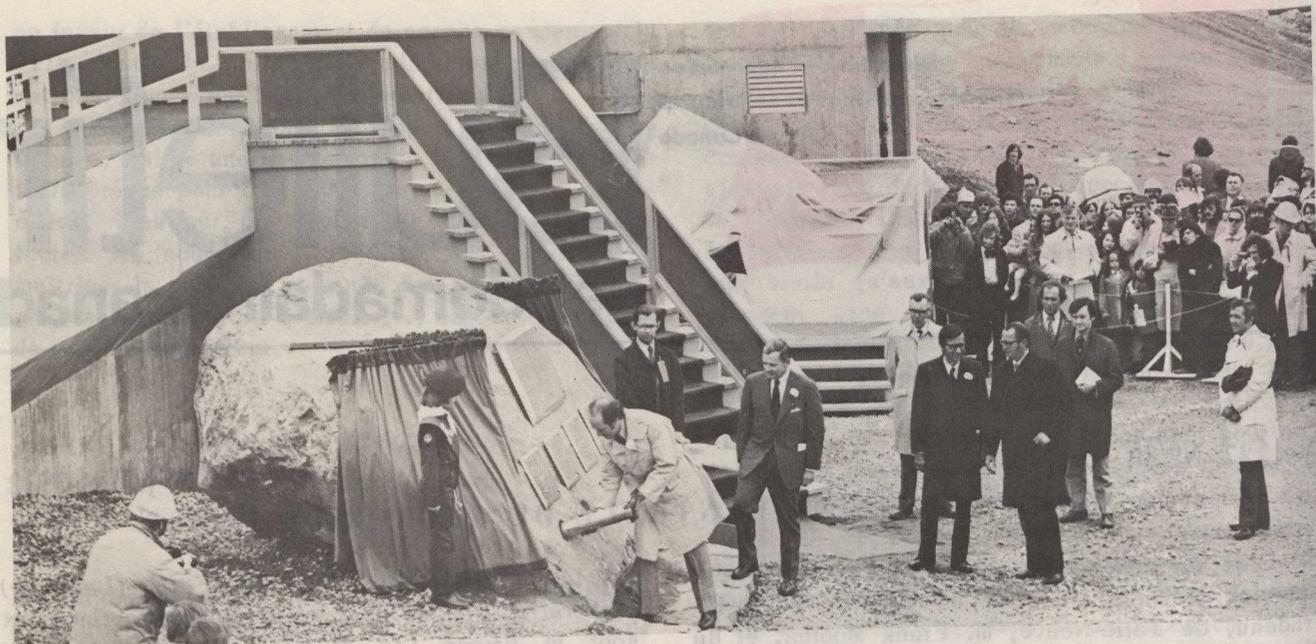
DESCRIPTION

S'étendant à plus de 1,500 pieds (460 m) au-dessus du niveau de la mer, le plateau du Labrador présente l'aspect d'une cuvette peu profonde, au rebord ébréché. L'eau du plateau s'écoulait originellement par ces brèches dont la plus importante est le fleuve Churchill. Ce fleuve atteint une dénivellation de plus de 1,000 pi (300 m) sur une distance de 20 milles (30 km). Cette dénivellation est créée par les chutes d'une hauteur de 245 pi (75 m) et par deux longues séries de rapides qui les encadrent.

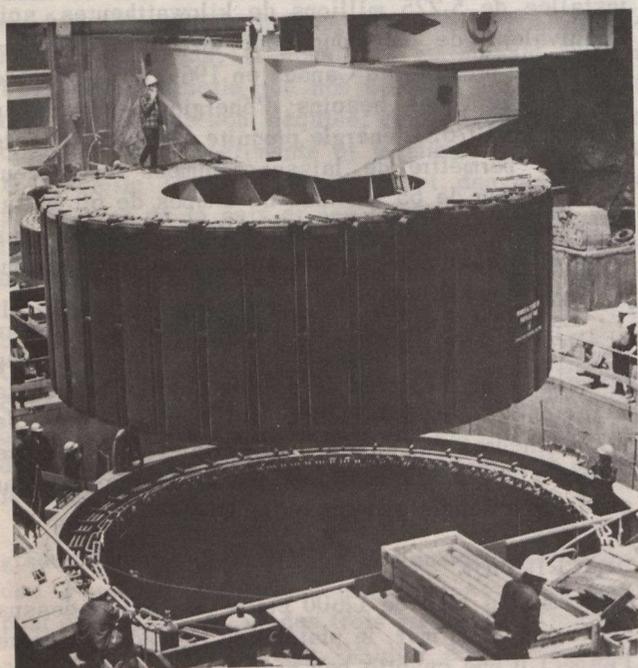
Des digues relativement peu élevées d'une

SOMMAIRE

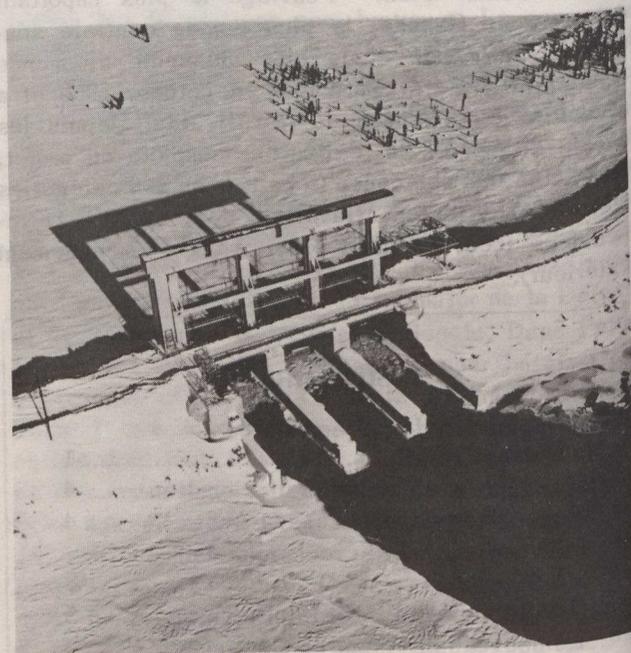
Inauguration de la centrale de Churchill Falls	1
Un record d'altitude par un canadien	4
Échange de Cadres Canada-Australie	4
Subventions pour la recherche dans le Nord	5
Comité consultatif du Pacifique	5
Le nouveau directeur du Centre culturel canadien	6
Le Canada et l'Amérique latine	6
Prêts à la Tunisie	7
Conférence internationale sur les pêches	7
Lutte contre les incendies de forêt dans le Grand Nord	7
Nominations diplomatiques	8
Médecine génétique	8
M. Sharp ira en Chine	8
Index mensuel	9



Dans l'un des quatre cylindres creusés dans un bloc de rocher de vingt tonnes, le premier ministre Trudeau dépose les documents relatifs à l'aménagement de Churchill Falls. On voit (de gauche à droite) le président de Brinco Limited et de Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited, M. W. Mulholland; le premier ministre du Québec, M. R. Bourassa; et le premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador, M. F. Moores.



D'un diamètre de 30 pieds, et d'une hauteur de près de dix pieds, le rotor de l'alternateur de chacun des onze groupes de Churchill Falls pèse 650 tonnes; leur mise en place (notre photo) est assurée par les deux ponts roulants de la salle des machines dont la capacité de levage combinée atteint 800 tonnes.



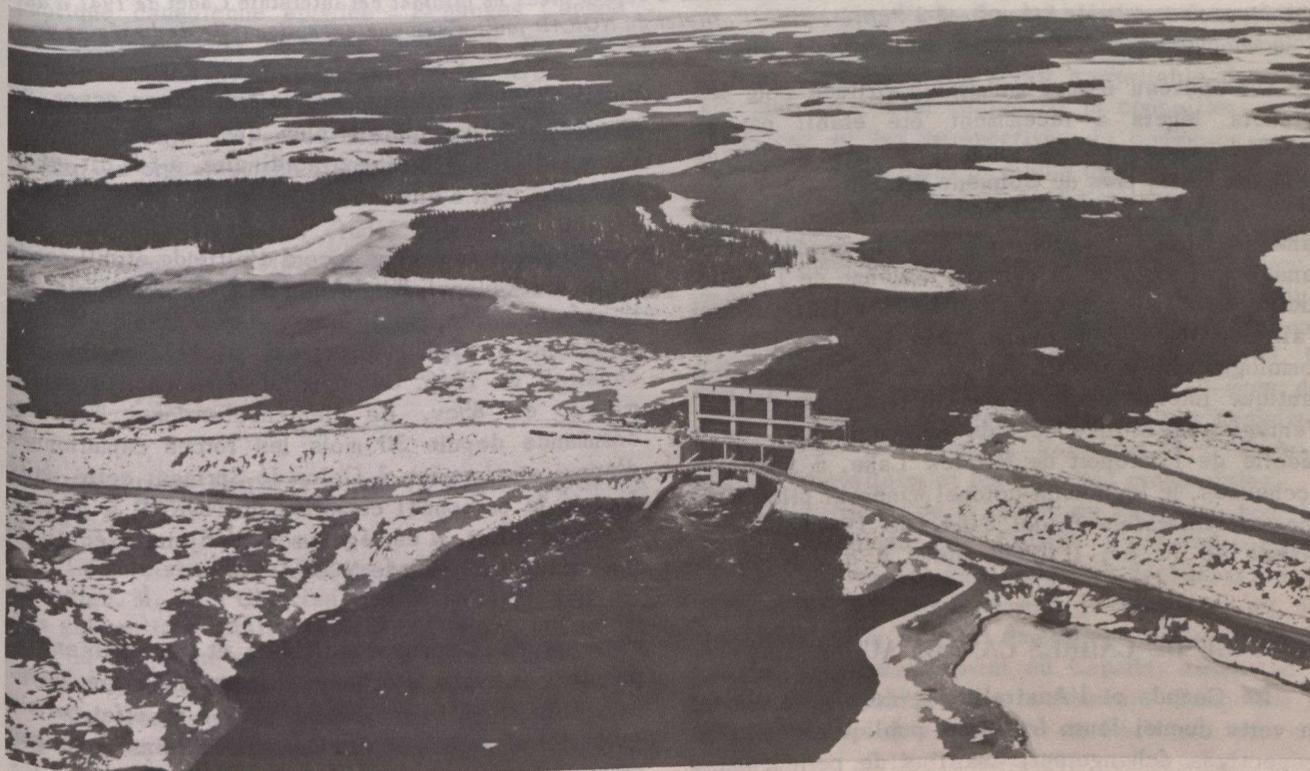
L'ouvrage régulateur de Whitefish Falls, avec un débit de 100,000 pieds cubes par seconde, régularise le débit des eaux entre la partie ouest du bief d'amont de la centrale et sa partie est.

longueur totale de 40 milles (64 km) ferment désormais les brèches du plateau; l'eau ainsi retenue forme un immense réservoir de plus de 2,500 milles carrés (6,600 km²). C'est le réservoir Smallwood, contenant une réserve utile de un billion de pieds cubes d'eau, qui pourvoit au fonctionnement des onze



C'est au milieu de juillet 1971 que se sont terminés les travaux de construction de la section des lignes franchissant le fleuve Churchill. Les portées atteignent une longueur de 6,165 pieds. Chacune des trois lignes de

transport d'énergie, composée de trois faisceaux est tendue entre deux pylônes d'ancrage de 700 tonnes. A leur point le plus bas, les lignes se trouvent à 345 pieds au-dessus du fleuve.



L'ouvrage régulateur de Lobstick permet aux eaux du réservoir Smallwood (derrière l'ouvrage, dans la photo) de s'écouler dans le bief d'amont de la centrale. Une fois rempli, le réservoir Smallwood assurera une réserve

utile de 1,000 milliards de pieds cubes d'eau; il couvrira 2,200 milles carrés et sera ainsi, en ordre de superficie, le plus grand réservoir artificiel en Amérique et le troisième du monde.

UN RECORD D'ALTITUDE PAR UN CANADIEN



(Photo: NORAD)

Le lieutenant-colonel Roy Windover, du Canada, s'est élevé à 30,800 pieds en pilotant cet Interstate Cadet de 1941 à une altitude record. Avec le Pikes Peak à l'arrière-plan, l'officier du NORAD jouit d'une vue exceptionnelle de la région de Colorado Springs.

Un nouveau record mondial d'altitude pour les aéronefs légers a récemment été établi par un Canadien, dans un avion vieux de 31 ans, au-dessus de Pikes Peak, près de Colorado Springs.

Le lieutenant-colonel Roy W. Windover, officier canadien attaché auprès du Commandement mixte canado-américain de la défense aérienne de l'Amérique du Nord (NORAD), a établi le 10 avril un record d'altitude de 30,800 pieds, mais l'exploit n'a été homologué que dernièrement par la Fédération aéronautique internationale (Paris), l'organisme officiel d'enregistrement des records aéronautiques. Ayant décollé de l'aéroport de Meadow Lake, à l'est des Rocheuses, le lieutenant-colonel Windover pilotait un appareil *Interstate Cadet S-1A*, de 1941, avec un moteur de 75 cv; il s'est élevé à 880 pieds de

l'altitude de 6 milles. Vers la fin de son essor, sa vitesse relative n'était plus que de 37 milles à l'heure. "La vue était extraordinaire, a-t-il dit, et la visibilité était d'environ 125 milles."

Il s'agit du second record d'altitude établi par le lieutenant-colonel Windover. Il a, le 29 février de l'année courante, établi le record canadien d'altitude, s'élevant à 27,050 dans son propre *Cessna 140*, construit en 1946. Cet aéronef léger est mû par un moteur de 85cv. Le lieutenant-colonel Windover commande depuis 30 mois les forces canadiennes d'appui stationnées à Colorado Springs; cette unité fournit le personnel canadien du NORAD à la base aérienne d'Ent. Il est également l'adjoint exécutif du commandant adjoint de NORAD.

ÉCHANGE DE CADRES CANADA-AUSTRALIE

Le Canada et l'Australie ont conclu un accord en vertu duquel leurs fonctions publiques fédérales respectives échangeront, aux fins de perfectionnement professionnel, des cadres susceptibles d'atteindre le niveau de la direction.

Ces échanges auront lieu dans le cadre du Programme des cours et affectations de perfectionne-

ment de la Commission (CAP) et représentent le premier exemple d'échanges avec un autre pays. Lancé en 1968, le programme CAP a en effet permis jusqu'ici de réaliser au Canada certains échanges entre les divers niveaux de gouvernement et d'autres avec le secteur privé.

L'échange avec l'Australie se fera d'ici six mois en la personne d'un agent de la Commission de la Fonction publique du Canada qui, après avoir

suivi trois mois de formation CAP en gestion, occupera un ou plusieurs postes au ministère de la Fonction publique de l'Australie. L'agent de cette dernière, pour sa part, commencera, en arrivant au Canada, par suivre les cours CAP puis assumera un poste à la Commission de la Fonction publique ou à la Section du personnel du Conseil du Trésor.

En annonçant ce projet, le président de la Commission de la Fonction publique du Canada, M. J.J. Carson a souligné les avantages qu'il représentait pour les deux pays. Il déclara qu'il y a, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, une pénurie certaine de personnel hautement qualifié possédant les connaissances et l'expérience voulues pour occuper des postes de haute direction. Les cours et affectations de perfectionnement que nous avons lancés il y a quatre ans doivent servir à détecter les cadres intermédiaires qui semblent aujourd'hui très prometteurs et à développer leurs compétences en gestion afin de constituer une réserve de cadres de direction."

Monsieur Carson indiqua que les échanges avec l'Australie élargiraient l'ensemble du programme "en permettant aux intéressés d'avoir de nouvelles perspectives sur deux pays ayant des systèmes fédéraux similaires et des problèmes de développement économique communs".

Les cours et affectations de perfectionnement entrent dans une action générale de la Fonction publique canadienne appelée "Échanges Canada". Le programme CAP concerne également les hommes et les femmes ayant déjà atteint le niveau de la direction à la Fonction publique fédérale et aux autres niveaux du gouvernement, dans les universités, les organisations internationales et le secteur privé.

Monsieur Carson a étudié cette question d'échanges avec le président australien du ministère de la Fonction publique lors d'un voyage récent où ils ont discuté de problèmes communs. A Canberra, il a donné une conférence à l'Institut royal d'administration publique.

SUBVENTIONS POUR LA RECHERCHE DANS LE NORD

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, M. Jean Chrétien, a annoncé récemment que des subventions totalisant \$430,000 seront accordées pour la recherche et la formation scientifiques dans le Nord en 1972-1973.

Ce programme de subventions sera administré par le groupe de recherche scientifique sur le Nord dans le cadre du programme ministériel du développement du Nord canadien.

Les subventions pour l'année financière 1972-1973 représentent une augmentation de \$50,000, comparativement à 1971-1972 et comprennent un montant

de \$300,000 affecté à la formation et au perfectionnement de chercheurs intéressés par le Nord.

RÉPARTITION DES BOURSES

Les bourses d'études pour le Nord sont accordées aux comités et instituts de recherche septentrionale de 12 universités canadiennes, de même qu'à l'*Arctic Institute of North America*, qui contribue de diverses façons à la recherche scientifique dans le Grand Nord. Le programme comprend aussi une subvention de \$30,000 qui permettra à l'*Arctic Institute of North America* de publier une bibliographie sur l'Arctique, ouvrage de référence exceptionnel destiné aux scientifiques qui s'intéressent au Grand Nord.

Des fonds additionnels totalisant \$100,000 ont aussi été prévus pour des subventions spéciales aux universités et instituts de recherches chargés d'étudier les problèmes présentant un intérêt particulier pour le ministère.

COMITÉ CONSULTATIF DU PACIFIQUE

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, a annoncé que le Comité canadien du Conseil économique du Bassin du Pacifique est désigné pour remplir les fonctions du Comité consultatif économique du Pacifique, telles qu'elles sont énoncées dans la section du document *Politique étrangère au service des Canadiens*, qui traite du Pacifique.

Dans son étude de la politique étrangère du Canada au cours des années soixante-dix, le Gouvernement signalait qu'il serait souhaitable de mettre sur pied un comité chargé de le conseiller sur les tendances et les perspectives du commerce et des investissements dans la région du Bassin du Pacifique. Le Comité canadien du Conseil de coopération économique, organisme privé dont les membres appartiennent au monde des affaires, de la finance et des banques, a été choisi en raison de l'intérêt qu'il porte déjà à tous les aspects des relations économiques canadiennes dans la région du Pacifique. Le nouvel organisme consultatif tiendra compte des opinions d'un large éventail de groupes canadiens qu'intéresse la région du Pacifique, y compris le monde universitaire et les autorités provinciales.

L'importance de la région du Pacifique pour les intérêts nationaux du Canada s'est radicalement accrue au cours des deux dernières décennies, et les perspectives d'accroissement du commerce et des investissements se sont améliorées de façon remarquable. Le Gouvernement du Canada, ainsi que le monde des affaires et la communauté financière se rendent compte que la région du Pacifique offre des possibilités réelles d'échanges commerciaux, d'expansion économique et de coopération mutuelle.

Le Comité canadien du Conseil économique du Bassin du Pacifique a amplement prouvé qu'il est un organisme dynamique qui contribue à consolider les

relations d'ordre commercial et autre entre le Canada et les pays du Bassin du Pacifique. Il est coparrainé par la Chambre de Commerce du Canada et l'Association canadienne des manufacturiers. Plus d'une centaine de sociétés sont membres du Comité canadien et elles représentent les industries des matières premières, les domaines du transport et des communications, la fabrication, les institutions financières, des sociétés d'ingénieurs-conseils et divers autres groupes professionnels. Des comités semblables existent au Japon, en Nouvelle-Zélande, en Australie et aux États-Unis et ils constituent le Conseil économique du Bassin du Pacifique (CEBP).

A la réunion internationale de mai dernier, tenue à Wellington, en Nouvelle-Zélande, M. K.H.J. Clarke, président de la section des ventes internationales de l'*International Nickel Company of Canada*, a été élu président international du Conseil. Monsieur W.D.H. Gardiner, vice-président de la Banque royale du Canada a aussi été récemment élu au poste de président du Comité canadien, où il succède à M. L.P. Kent, directeur associé de *Riddell, Stead and Company*.

Le 23 juin, les membres du Comité canadien du CEBP ont eu un entretien avec M. Sharp, afin de lui faire rapport sur la réunion du mois dernier en Nouvelle-Zélande. M. Sharp a saisi cette occasion pour charger officiellement le Comité canadien du Conseil économique de remplir les fonctions consultatives qui auraient été celles du Comité consultatif économique du Pacifique. M. Sharp a ensuite remis à M. Gardiner un chèque au montant de \$25,000, pour soutenir les efforts du Comité canadien durant les prochaines années.

LE NOUVEAU DIRECTEUR DU CENTRE CULTUREL CANADIEN

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Monsieur Mitchell Sharp, annonce la nomination de Monsieur Gilles Lefebvre au poste de directeur du Centre culturel canadien, à Paris. Bien connu des milieux artistiques au Canada comme à l'étranger, monsieur Lefebvre est président de la Fédération internationale des Jeunesses Musicales et de la Conférence canadienne des Arts, vice-président de l'Orchestre mondial des Jeunesses Musicales et du Centre canadien de la Musique.

Né à Montréal en 1922, Monsieur Lefebvre entreprend des études musicales à Paris de 1946 à 1950 puis fonde les Jeunesses Musicales du Canada (1949), le Club musical canadien (1956) et le Centre d'Arts d'Orford (1951). Il organise en 1955 et 1967 les Congrès mondiaux de la Fédération internationale des Jeunesses Musicales puis en 1961 le premier concours musical national JMC. De 1964 à 1967 monsieur Lefebvre est directeur artistique associé du Festival mondial de l'Exposition universelle et

internationale de Montréal. Il se mérite en 1968 la médaille pour services éminents de l'Ordre du Canada.

Monsieur Lefebvre succède à Monsieur Guy Viau, premier directeur du Centre culturel canadien. Inauguré en avril 1970 cet organisme situé au 5, rue de Constantine, Paris 7^e, a pour mission d'assurer le rayonnement de la culture du Canada en France par des programmes d'expositions, de concerts, récitals, projections, conférences et colloques. Il sert également de Centre d'accueil et d'orientation pour les étudiants, professeurs, artistes et autres visiteurs canadiens en séjour à Paris.

LE CANADA ET L'AMÉRIQUE LATINE

Les liens du Canada avec l'Amérique latine se sont consolidés en 1971-1972, répondant ainsi à l'un des buts principaux proposés récemment dans la déclaration de politique étrangère du Canada.

Le 3 mai dernier le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, a annoncé l'adhésion du Canada en tant que membre à part entière, à la Banque interaméricaine de développement (BID). Durant les trois prochaines années, la participation canadienne à l'actif de la BID sera de 40 millions de dollars (U.S.) et un montant de 60 millions sera consacré au Fonds des opérations spéciales. Ajouté à l'aide bilatérale, ce montant permettra de quadrupler la somme que le Canada consacre à ses programmes en Amérique latine.

Le ministre des Finances, M. John Turner, est le représentant canadien au Conseil des gouverneurs et M. Paul Gérin-Lajoie, président de l'ACDI, le gouverneur suppléant.

Le Consul du Canada à Seattle, M. David B. Laughton, a été nommé membre du Conseil d'administration de la BID, conseil formé de huit membres qui gère les activités courantes de la Banque. Natif de Nelson, en Colombie-Britannique, M. Laughton avait dirigé la section de l'agriculture, des pêcheries et des produits alimentaires du ministère de l'Industrie et du Commerce de 1964 à 1970.

M. H. Dennis Madden, de la Direction de l'Amérique latine de l'ACDI est directeur suppléant pour le Canada. M. Madden, de Liverpool, en Nouvelle-Écosse, a déjà travaillé au Venezuela et a été directeur des Institutions de financement de l'ACDI.

AUTRES ÉVÉNEMENTS

D'autres événements ont aidé à resserrer les liens Canada-Amérique latine:

-Au début de 1971 le Canada a inauguré un nouveau programme bilatéral d'aide à l'Amérique latine;

-En septembre 1971 le Canada est devenu membre de l'Organisation pan-américaine de la santé et y a fait sa première contribution, \$982,992, en décembre de la même année;

-Le 2 février le Canada devenait observateur permanent à l'Organisation des États américains;

-A la fin d'avril 1972, M. Alfred John Pick, ambassadeur du Canada aux Pays-Bas, devenait ambassadeur et représentant du Canada à cette même organisation.

PRÊTS À LA TUNISIE

Trois conventions de prêts pour un montant total de plus de 14 millions de dollars ont été conclues récemment entre le Canada et la Tunisie, a annoncé l'Agence canadienne de développement international.

La première convention, signée par l'ambassadeur du Canada à Tunis, M. D'Iberville Fortier, et par le ministre tunisien des Affaires étrangères, M. Masmoudi, porte sur la fourniture de 22 locomotives diesel électriques, ainsi que des pièces de rechange, d'équipement d'essai et des outils nécessaires.

Ce projet est évalué à 9,3 millions. Les locomotives seront assemblées à Montréal par la compagnie MLW-Worthington.

La seconde convention de prêt a été signée par le ministre des Affaires étrangères tunisien et, du côté canadien, par M. Jacques Gérin, vice-président aux programmes bilatéraux de l'ACDI.

La participation canadienne à ce projet est évaluée à deux millions de dollars et consiste en la modernisation du réseau de communications de la région centrale de la Tunisie, les régions nord et sud étant financées respectivement par la France et l'Angleterre.

La région centrale de la Tunisie (Kairouan, Sbeitla, Kasserine, Sousse) sera donc dotée d'un réseau de communications par faisceaux hertziens.

Ce projet peut-être considéré comme un prolongement de l'activité canadienne dans la région de Kairouan où l'on réalise une étude d'ensemble pour la mise en valeur du potentiel agricole et hydraulique.

Enfin la troisième convention porte sur un montant de trois millions de dollars pour l'achat de produits de base au Canada.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES PÊCHES

Monsieur Jack Davis, ministre des Pêches, a annoncé récemment que le Canada accueillerait à Vancouver, en février prochain, une Conférence technique internationale sur la gestion et le développement des pêches.

Patronnée par l'O.A.A. (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), la Conférence servira de tribune aux experts de divers pays qui pourront échanger leurs idées en matière de

gestion des richesses piscicoles et autres ressources de la mer avant la Conférence internationale sur le Droit de la mer, prévue pour 1973. Selon monsieur Davis, il s'avère urgent d'actualiser les principes et techniques propres à la gestion des pêches et il est tout aussi important, au stade actuel des choses, de mettre en place des principes scientifiques rationnels sur lesquels sont fondés les points de vue retenus.

La dernière réunion semblable remonte à 1955, et s'était tenue à Rome; il s'agissait de la Conférence technique internationale sur les ressources vivantes de la mer. Depuis cette époque, la science des pêches et les techniques de gestion ont connu d'importants progrès, et l'on a assisté à une augmentation très rapide de l'importance et de l'intensité des pêches mondiales.

Le programme de la Conférence portera sur des questions comme l'état des ressources, les niveaux d'exploitation, les nécessités et les mécanismes en matière de gestion et les perspectives de développement des pêches, dont l'agriculture. Les sessions d'étude se poursuivront pendant deux semaines environ.

LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORÊT DANS LE GRAND NORD

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, M. Jean Chrétien, a annoncé récemment la mise sur pied d'un corps d'intervention contre les incendies de forêt dans les Territoires du Nord-Ouest. Ce corps, composé de soixante-quatre autochtones, possède un équipement qui lui assure une grande mobilité et lui permet de se rendre rapidement sur les lieux de l'incendie. Cette décision a été prise à la suite des ravages causés par 330 incendies de forêt dans le district du Mackenzie (Territoires du Nord-Ouest) en 1971. Six sapeurs-pompiers y avaient perdu la vie, et deux millions d'acres de terrain boisé avaient été détruites.

Le corps d'intervention comprendra huit équipes de huit hommes chacune, et chaque équipe sera en poste dans des régions clés de la vallée du Mackenzie et au sud du Grand lac des Esclaves. Elles seront pourvues d'un équipement portatif et se serviront d'hélicoptères pour atteindre rapidement les lieux de l'incendie. Une flotte de bombardiers-citernes servant au largage d'eau et consistant en avions *Canso* et *Twin-Otter* viendra, au besoin, prêter main-forte au corps d'intervention.

Des accords devraient être conclus incessamment avec le service de la protection des forêts de l'Alberta pour qu'il assure la formation du nouveau corps d'intervention. Il est également prévu qu'un agent, chargé de l'application des normes de sécurité et de la formation, sera attaché à ce corps et poursuivra la formation des équipes à leur retour au poste. Dans le cas d'incendies majeurs, on aura

recours comme par le passé aux volontaires locaux, mais on espère que le besoin de volontaires diminuera à mesure que s'accroîtra l'efficacité et la mobilité du nouveau corps.

NOMINATIONS DIPLOMATIQUES

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, a annoncé la nomination de M. Gordon George Riddell, présentement ambassadeur au Sénégal, au poste d'ambassadeur en Thaïlande, avec accréditation comme haut-commissaire au Bangla-Desh. Il succédera à M. G.E. Cox qui rentrera au Canada.

M. Sharp a annoncé aussi que M. Ross Cambell, dont la nomination au poste d'ambassadeur au Japon a déjà été annoncée, sera également accrédité en Corée, avec résidence à Tokyo, Japon; et que M. Robert Louis Rogers, dont la nomination au poste d'ambassadeur en Yougoslavie a déjà été annoncée sera également accrédité en Bulgarie et en Roumanie, avec résidence à Belgrade, Yougoslavie.

M. Benjamin Rogers, ambassadeur en Italie, est nommé chef du Protocole à compter du 1er décembre 1972. Il remplacera M. Yvon Beaulne qui a été nommé au ministère du Secrétariat d'État au poste de sous-secrétaire d'État adjoint.

MÉDECINE GÉNÉTIQUE

Le Québec est l'unique province canadienne à posséder un réseau intégré de médecine génétique. Chaque nouveau-né est légèrement piqué au talon pour permettre de recueillir quelques gouttes de sang, qui seront analysées au Centre hospitalier de l'Université Laval pour déterminer à temps si l'enfant souffre de maladies génétiques, causées par la lente modification des fréquences relatives des gènes.

Le réseau provincial de médecine génétique est dirigé par l'équipe du docteur Claude Laberge, du Centre hospitalier de l'Université Laval. Le réseau comprend également les Universités de Montréal, Sherbrooke et McGill.

M. SHARP IRA EN CHINE

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Monsieur Mitchell Sharp, a annoncé qu'à la suite de l'invitation du ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, Monsieur Chi Peng Fei, il fera une visite officielle en Chine à la mi-août. Monsieur Sharp officiera à l'ouverture de la première exposition commerciale canadienne à Pékin dans le cadre de laquelle plus de 200 firmes de toutes les régions du Canada présenteront un éventail important des produits industriels canadiens. D'autres informations sur cette visite de Monsieur Sharp seront rendues public prochainement.

INAUGURATION DE LA CENTRALE...

(Suite de la page 2)

générateurs de la centrale de Churchill Falls. Ce réservoir de 2,200 milles carrés est le plus grand réservoir artificiel en Amérique et le troisième au monde. L'ouvrage régulateur de Gabbra apportera au réservoir Smallwood l'appoint des cent milliards de pi cubes d'eau contenus dans le réservoir Ossokmuan voisin.

TRAVAUX D'EXCAVATION

En période de pointe, 22,000 tonnes de roc ont été extraites par jour des excavations souterraines. Le roc extrait des tunnels, galeries, puits et salles souterraines s'élève à plus de 2.3 millions de verges cubes, soit l'équivalent d'un souterrain de 10 pi de diamètre (3 m) et de 153 milles (250 km) de longueur.

HISTORIQUE

En août 1839, un Écossais, John McLean, est le premier Blanc à contempler, au cœur du Labrador, les chutes du fleuve que nous appelons aujourd'hui le Churchill, en l'honneur de sir Winston Churchill. Toutefois, ce n'est qu'en 1892 qu'un relevé géologique fait état du potentiel hydraulique de ce fleuve.

En 1942, une étude conduite par l'*Aluminum Company of Canada* démontre les sources d'énergie du Churchill et ses possibilités d'exploitation. C'est sans contredit cette étude de base qui détermine l'entreprise du présent développement. En 1953, la *British Newfoundland Corporation Ltd.* est fondée. Cette société reçoit le mandat de prospecter et d'exploiter les ressources minières, forestières et hydrauliques de Terre-Neuve et du Labrador.

On se tourne vers la Grand-Bretagne pour trouver les capitaux nécessaires à la mise en valeur de Terre-Neuve. Sept sociétés se groupèrent pour former la *Brinco Ltd.* comme la compagnie est maintenant dénommée.

En 1962, *Twin Falls Power Corp. Ltd* est fondée afin de réaliser le premier aménagement restreint du bassin du Churchill. Les besoins croissants d'énergie électrique conduisent à l'installation de deux autres groupes de générateurs puis d'un cinquième en 1968. Twin Falls est alors une centrale de 307,000 Hp. Pendant ce temps on procède activement à l'étude du potentiel du bassin du Churchill, et la mise en valeur de cette énorme source d'énergie électrique est entreprise à la fin de 1966, alors que la Commission hydro-électrique de Québec (Hydro-Québec) s'engage à acheter la majeure partie de l'électricité produite à Churchill Falls.

Après cinq ans de travaux difficiles et ardues le projet est effectivement terminé et l'on vient d'inaugurer officiellement Churchill Falls, le plus grand complexe hydro-électrique du monde occidental. (Voir aussi le *Bulletin hebdomadaire canadien* du 10 février 1971, p. 3.)

INDEX MENSUEL

(Vol. 27-Juillet 1972)

Accords internationaux

Le Canada ratifie le traité relatif au contrôle des armes au fond des mers, No 27, p. 3

Ratification des Conventions de La Haye et de Montréal, No 29, p. 3

Affaires extérieures

Le Canada et l'Amérique latine, No 30, p. 6

Aide extérieure

Les programmes d'aide 1971-1972, No 27, p. 7

Prêt à la Tunisie, No 30, p. 7

Amérique latine (voir Affaires extérieures)

Arctique (voir aussi Transports et Subventions)

Carte pour la navigation sur le Mackenzie, No 29, p. 6

Un gazoduc dans l'—, No 28, p. 6

Une autre découverte de gaz naturel, No 29, p. 6

Arts et Musées (voir aussi Prix et Trophées)

Bacharach revient à McGill, No 28, p. 4

Les jeunes à Stratford, No 27, p. 4

Librairie canadienne à New York, No 28, p. 4

Oscar Peterson revient au CNA, No 29, p. 4

Tournée européenne de l'Orchestre du CNA, No 27, p. 5

Une interprète de la danse classique de l'Inde au CNA, No 28, p. 5

Australie (voir Fonction publique)

Aviation

Un record d'altitude par un Canadien, No 30, p. 4

Chine (voir Visite et Voyages)

Churchill Falls

Inauguration de la centrale de —, No 30, p. 1

Commerce et Industrie

Importante vente de blé à la Chine, No 29, p. 6

Importante vente de blé au Brésil, No 28, p. 4

Le commerce extérieur: premier trimestre 1972, No 27, p. 2

Les relations économiques Canada-É.-U. (discours de M. Sharp), No 28, p. 1

Communications

Casque téléphonique léger, No 29, p. 7

Consommation

Mouvements des prix à la —, No 29, p. 8

Culture

Centre d'éducation culturelle, No 29, p. 4

Enquête des étudiants chez les jeunes, No 29, p. 8

Le Canada à la Conférence sur l'éducation des adultes, No 29, p. 3

Défense nationale (voir aussi Aviation)

Projet canado-américain de radar outre-horizon, No 27, p. 4

Désarmement (voir Accords int.)

Économie

Comité économique consultatif du Pacifique, No 30, p. 5

Éducation et Enseignement (voir Culture)

Environnement

Le Canada à la Conférence sur l'—, No 28, p. 3

Qualité de l'— au Canada, No 29, p. 9

États-Unis (voir Commerce, Défense et Sciences)

Fonction publique

Échange de cadres Canada-Australie, No 30, p. 4

Histoire

A la recherche d'anciens bâtiments de guerre, No 28, p. 6

Indiens et Esquimaux (voir Postes)

Main-d'oeuvre (voir Statistiques)

Montréal (voir Accords int.)

New York (voir Arts et Musées)

Nominations

Nominations diplomatiques, No 30, p. 8

Nouveau directeur du Centre culturel canadien, No 30, p. 6

Nord canadien (voir aussi Arctique, Subventions et Transports)

Lutte contre les incendies de forêt dans le Grand Nord, No 30, p. 7

ONF (Office national du film) (voir Prix et Trophées)

Pacifique (voir Économie)

Pêches

Conférence internationale sur les —, No 30, p. 7

Place de l'Ontario (voir Tourisme)

Pollution (voir Environnement)

Postes

Timbre des Indiens des Plaines, No 28, p. 7

Prix et Trophées

Nouveau régime de distinctions canadiennes,
No 29, p. 1

Premier prix à un film de l'ONF, No 27, p. 8

Trente-cinq Canadiens sont décorés, No 29, p. 2

Ressources naturelles (voir Arctique et Churchill
Falls)

Santé et Bien-être

Directives contre la pilulomanie, No 27, p. 8

Médecine génétique, No 30, p. 8

Sauvons les bébés en danger, No 27, p. 6

Sciences

Programme canado-américain de géologie,
No 27, p. 6

Sharp, M. M. (voir Commerce et Voyages)

Statistiques

Emploi et chômage, No 28, p. 5

Les grèves en avril, No 29, p. 3

Subventions (voir aussi Culture)

Subventions pour la recherche dans le Grand
Nord, No 30, p. 5

Tourisme

L'Édifice de l'Est ouvert au public, No 27, p. 3

Personnages amusants à la Place de l'Ontario,
No 27, p. 7

Transports

Les submersibles à la conquête des océans,
No 29, p. 5

Plan train-auto, No 28, p. 6

Possibilités de liaison ferroviaire avec
l'Arctique, No 27, p. 1

Travail (voir Statistiques)

URSS (voir Visites et Voyages)

Visites et voyages

M. Sharp ira en Chine, No 30, p. 8

Visite de représentants soviétiques, No 29, p. 9